ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1974 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 194

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 456. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν. 1

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1974 ὑπογραφέντος 3ου Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ Ἑλλάδος—Γιουγκοσλαυΐας. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 456

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, Συμφωνία ἀφορῶσα εἰς τὰς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ἧς τὸ κείμενον ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει, ἕπεται κατωτέρω :

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie concernant les services des postes et télécommunications.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie.

sortant du désir d'un plus grand élargissement des relations amicales entre des deux peuples,

dans leur intention de développer et d'approfondir les relations économiques et culturelles,

ont convenu de conclure le présent Accord et à cet effet ont autorisé :

le Gouvernement de la République Hellénique M. Lambros Eftaxias, Ministre Suppléant de Coordination et de Planification.

le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie M. Gueorgui Karamanev, Ministre du Commerce Intérieur et des Services.

lesquels après échange de leurs pleins pouvoirs en les trouvant en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.

1. Dans leurs relations mutuelles, les Parties contractantes ont convenu d'effectuer un échange régulier des objets de correspondance, des colis postaux et des lettres avec valeur déclaréée, conformément aux Actes valables de l'Union postale universelle.

2. Les Parties contractantes effectuent un échange régulier direct, terminal et de transit des télégrammes, des conversations téléphoniques et téléx, conformément aux dispositions valables de la Convention internationale des télécommunications et les Règlements correspondant y annexés.

Article 2.

1. La franchise postale sera appliquée à toutes sortes d'objets, concernant le service postal, qui sont échangés entre les Parties contractantes et leur bureaux de poste.

Les envois en question doivent porter la mention «service des postes».

2. La franchise de taxes télégraphiques, téléphoniques et téléx s'applique dans tous les cas relatifs à l'exploitation et à l'entretien des équipements et des installations de télécommunications entre les Parties contractantes ou entre leurs services.

Article 3.

Dans leur correspondance mutuelle relative aux services postaux et de télécommunications, ainsi que dans les conversations entre les opératrices des services de télécommunications, les Parties contractantes et leurs bureaux utiliseront la langue française ou anglaise, en utilisant également les phrases abrégées, prévues dans le service international.

Article 4.

Chacune des Parties contractantes utilisera autant que possible, les communications postales aériennes et de surface, ainsi que les liaisons des télécommunications de l'autre Partie contractante pour acheminer son trafic pour des tiers pays. A cet effet, les Parties contractantes se communiqueront, en temps utile et directement, tous les renseignements nécessaires.

Article 5.

1. Dans leur trafic mutuel terminal et de transit les Parties contractantes prendront toutes mesures nécessaires, afin d'accélérer et d'assurer un échange, sans obstacles, des envois postaux et des expéditions et l'écoulement normal du trafic des télécommunications.

2. En cas d'insuffisance de circuits de télécommunications terminales et de transit, chaque Partie contractante fera tout son possible pour leur augmentation, afin de satisfaire les besoins de circuits de l'autre Partie contractante.

Article 6.

Les Parties contractantes examineront régulièrement l'exécution des services et les dimensions des taxes relatives au trafic postal de télécommunications, échangé entre eux, avec but de simplifier les services et les décomptes, ainsi que d'appliquer éventuellement, de taxes plus favorables pour le trafic échangé entre eux.

CHAPITRE II

Dispositions relatives au service postal

Article 7.

1. Dans leur trafic mutuel et de transit les Parties contractantes échangeront entre elles information sur les modifications relatives aux restrictions de l'importation de marchandises au moyen des envois postaux.

2. Tous les envois renvoyés à l'origine doivent porter une mention indiquant la cause de la non-remise.

Article 8.

1. Les Parties contractantes désigneront, d'un commun accord, les bureaux d'échange autorisés à l'échange des dépêches de la poste aux lettres et des colis postaux. Chaque modification doit être annoncée à l'avance à l'autre Partie contractante. Les Parties contractantes se signaleront mutuellement et à temps les dépêches de la poste aux lettres et celles des colis postaux originaires de l'une Partie contractante et à destination d'un pays tiers qui seront acheminées par le territoire de l'autre Partie contractante. Le cas échéant, les Parties contractantes se signaleront mutuellement la voie d'acheminement à employer.

2. Les dépêches originaires de l'une des Parties contractantes adressées pour les pays tiers seront expédiées par l'autre Partie contractante, par la voie la plus rapide, utilisée par celle-ci pour ses propres dépêches.

Article 9.

Dans leur service mutuel les bureaux d'échange de l'une des Parties contractantes peuvent utiliser, pour confection de leurs expéditions, les sacs postaux de l'autre Partie contractante.

Article 10.

1. Les envois recommandés échangés entre les deux Parties contractantes, sont transmis sur la base d'une inscription globale, sur les feuilles d'avis, exception faite pour les envois en transit, en transit à découvert à destination d'un tiers pays, à réexpédier et à renvoyer, lesquels seront inscrits individuellement sur les feuilles d'avis (ou sur les listes spéciales).

2. En cas de perte d'un envoi, inscrit globalement, le remboursement y relatif sera payé, à parts égales, par les Parties contractantes.

Article 11.

1. Le montant maximum de la déclaration de valeur des lettres avec valeur déclarée est fixé à 1000 (mille) francs-or.

2. Les lettres avec valeur déclarée ne peuvent contenir des objets passibles de droits de douane.

Article 12.

1. Dans leus relations mutuelles on admet des colis ordinaires, des colis avec valeur déclarée, encombrants, et ceux avec avis de réception. Les communications sur le coupon du bulletin d'expédition sont admises.

2. Le poids maximum admis pour les colis postaux, envoyés par la voie de surface et aérienne, est fixé à 20 Kg; le montant maximum de la déclaration de valeur déclarée est fixé à 1000 francs-or pour les colis transportés par la voie de surface et aérienne.

Article 13.

Les taxes terminales et de transit revenant aux Parties contractantes pour les colis postaux, échangés entre elles, sont fixées conformément aux dispositions valables du Règlement concernant les colis postaux.

Article 14.

1. Dans leurs relations mutuelles, les colis ordinaires sont inscrits, sur la feuille de route, globalement, dans l'ordre des coupures de poids et avec l'indication de la bonification totale pour chaque coupure de poids.

2. Les colis avec valeur déclarée, les colis encombrants, réexpédiés, renvoyés, de transit et ceux en transit à découvert à destination des tiers pays, sont inscrits, sur la feuille de route, individuelleement avec toutes les indications nécessaires.

Article 15.

Chacune des Parties contractantes renonce à la rénumération des frais de transport aérien à l'intérieur du pays pour les objets de correspondance et les colis, originaires de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

Article 16.

Les Parties contractantes déploiront des éfforts systématiques pour la modernisation des moyens de communication qui desservent les deux pays et notamment pour l'établissement rapide d'un réseau moderne qui remplacera la ligne aérienne qui existe actuellement.

Article 17.

Les taxes terminales et de transit des télécommunications sont fixées conformément aux dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique, annexés à la Convention internationale des télécommunications en vigueur et conformément aux Recommandations du CCITT, en vigueur.

Article 18.

1. Dans le service télégraphique entre les deux Pays on admet les services et les catégories des télégrammes, indiqués dans le Règlement télégraphique en vigueur, sauf les télégrammes avec réponse payée.

2. Langage secret n'est pas admis dans les télégrammes privés.

Article 19.

Dans le service téléphonique entre les deux Pays sont admises les catégories des conversations téléphoniques,

indiquées dans le Règlement téléphonique en vigueur, exception faite pour les conversations payables à l'arrivée.

Article 20.

Le service téléx entre les deux Pays sera intégralement automatisé dès que les conditions techniques, dans les deux Pays, le permettent.

CHAPITRE IV

DECOMPTES

Article 21.

1. Les comptes mutuels concernant les services postaux et de télécommunications sont établis sur la base de l'unité monétaire de franc-or, fixé dans la Convention internationale des télécommunications en vigueur et la Convention postale universelle en vigueur.

2. Les comptes concernant les services postaux et de télécommunications, indiqués dans le présent Accord, sauf les comptes du transit postal et les comptes des coupons-réponse, sont dressés par trimestre.

3. Le solde final est réglé conformément aux dispositions des Actes en vigueur de l'Union postale universelle et de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE V

Collaboration Scientifique et Technique

Article 22.

1. Les Parties contractantes reconnaissent l'avantage d' une collaboration commune dans le domaine de la typisation et de l'unification des équipements et des services postaux et de télécommunications et sur les méthodes d'exploitation.

A cet effet, les Parties contractantes se renseigneront mutuellement sur leurs expériences techniques et d'exploitation, ainsi que sur les questions de la formation du personnel.

2. Les problèmes, indiqués dans le présent article, seront réglés par arrangements séparés sur la base de la collaboration commune scientifique et technique, conclue entre les Gouvernements des Parties contractantes.

CHAPITRE VI

Dispositions Finales

Article 23.

Les questions qui ne sont pas traitées par le présent Accord, mais qui sont en connexion avec son exécution, sont à régler entre les Parties contractantes, par la voie de correspondance.

Article 24.

A tout ce qui n'est pas prévu par le présent Accord, dans les relations mutuelles, sont applicables les dispositions, en vigueur, de l'Union postale universelle et de l'Union internationale des télécommunications.

Article 25.

Les spécialistes des Parties contractantes peuvent effectuer chaque année des réunions, avec résidence réciproque, pour examiner l'état des services effectués dans le domaine des postes et télécommunications et pour prendre les mesures nécessaires pour leur amelioration et leur élargissement.

Article 26.

1. Le présent Accord entrera en vigueur après l'approbation de la part des Gouvernements des deux Pays et sera appliqué pour un délai indéterminé, à partir du jour de la réception de la deuxième des notes, par lesquelles les Parties contractantes s'informeront mutuellement que leurs Gouvernements l'ont approuvé.

2. Chaque Partie contractante a le droit de le dénoncer, au moyen d'un avis par écrit, donné six mois à l'avance. La dénonciation peut toucher également divers chapitres ou articles de l'Accord. Dans ce cas, l'Accord restera en vigueur pour les autres chapitres ou articles.

3. Les Parties contractantes se réservent le droit de modifier ou de compléter, d'un commun accord, les dispositions de cet Accord.

Article 27.

Le présent Accord annule l'Accord entre la République populaire de Bulgarie et le Royaume de Grèce pour des communications postales et de télécommunications signé à Athènes le 9 juillet 1964.

Article 28.

Le présent Accord est signé à Athènes le 16 novembre 1973. Il est fait en deux exemplaires originaux, en langue française. Les deux textes ont la même authenticite.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie
LAMBROS EFTAXIAS	GUEORGUI KARAMANEV

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας ἀφορῶσα εἰς τὰς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας,

κινούμεναι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας μιᾶς μεγαλυτέρας διευρύνσεως τῶν φιλικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο λαῶν,

ἐν τῇ προθέσει των ὅπως ἀναπτύξουν καὶ ἑδραιώσουν τὰς οἰκονομικὰς καὶ πολιτιστικὰς σχέσεις,

συνεφώνησαν νὰ συνάψουν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδότησαν :

ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τὸν κ. Λάμπρον Εὐταξίαν, Ὑπουργὸν Ἀναπληρωτὴν Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ,

ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, τὸν κ. Gueorgui Karamanev, Ὑπουργὸν Ἐσωτερικοῦ Ἐμπορίου καὶ Ὑπηρεσιῶν, οἱ ὁποῖοι κατόπιν ἀνταλλαγῆς τῶν πληρεξουσίων αὐτῶν ἐγγράφων εὑρεθέντων νομοτύπως ἐν τάξει συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν νὰ πραγματοποιοῦν κανονικὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἀντικειμένων ἀνταποκρίσεως, τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων καὶ τῶν ἐπιστολῶν μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ Πράξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως.

2. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη πραγματοποιοῦν κανονικὴν ἀπ' εὐθείας τερματικὴν καὶ διαβατικὴν ἀνταλλαγὴν τῶν τηλεγραφημάτων, τῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων καὶ τηλετυπικῶν ἀνταποκρίσεων, συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων ἀντιστοίχων Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ταχυδρομικὴ ἀτέλεια θὰ ἐφαρμόζεται εἰς παντὸς εἴδους ἀντικείμενα, ἀφορῶντα εἰς τὴν ταχυδρομικὴν ὑπηρεσίαν, τὰ ὁποῖα ἀνταλλάσσονται μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τῶν ταχυδρομικῶν των Γραφείων.

Τὰ περὶ ὧν πρόκειται ἀντικείμενα δέον νὰ φέρουν τὴν χαρακτηριστικὴν ἔνδειξιν «Ταχυδρομικὴ Ὑπηρεσία».

2. Ἡ ἀτέλεια τηλεγραφικῶν, τηλεφωνικῶν καὶ τηλετυπικῶν τελῶν, ἐφαρμόζεται εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν συντήρησιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ἐξοπλισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἢ μεταξὺ τῶν ὑπηρεσιῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ἀνταπόκρισιν σχετικὴν μὲ τὰς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ὡς καὶ εἰς τὰς συνδιαλέξεις μεταξὺ χειριστριῶν τῶν Ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τὰ Γραφεῖα αὐτῶν θὰ χρησιμοποιοῦν τὴν γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, χρησιμοποιοῦντα ἐπίσης τὰς συντετμημένας φράσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν Διεθνῆ Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 4.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χρησιμοποιῇ κατὰ τὸ δυνατόν, τὰς ταχυδρομικὰς ἐπικοινωνίας ἀεροπορικὰς καὶ ἐπιφανείας, ὡς καὶ τὰς ζεύξεις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν διαβίβασιν τῆς ἀνταποκρίσεως αὐτοῦ πρὸς τρίτας χώρας. Πρὸς τοῦτο, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀνακοινώνουν μεταξύ των ἐν καιρῷ τῷ δέοντι καὶ ἀπ' εὐθείας, ὅλας τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας.

Ἄρθρον 5.

1. Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ἀνταπόκρισιν, τερματικὴν καὶ διαβατικὴν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ λαμβάνουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἐπιταχύνουν καὶ νὰ ἐξασφαλίσουν ἀνταλλαγὴν ἄνευ κωλυμάτων τῶν ταχυδρομικῶν ἀντικειμένων καὶ ἀποστολῶν καὶ τὴν κανονικὴν διοχέτευσιν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς ἀνταποκρίσεως.

2. Ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, τερματικῶν καὶ διαβατικῶν, ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος πράττει πᾶν τὸ δυνατὸν διὰ τὴν αὔξησιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ ἱκανοποιήσεως τῶν ἀναγκῶν κυκλωμάτων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐξετάζουν κανονικῶς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ ὅρια τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ταχυδρομικὴν καὶ τηλεπικοινωνιακὴν ἀνταπόκρισιν τελῶν κατὰ τὴν μεταξύ των ἀνταλλαγήν, μὲ σκοπὸν τὴν ἁπλούστευσιν τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν λογαριασμῶν, ὡς καὶ τὴν ἐφαρμογὴν ἐνδεχομένως, εὐνοϊκωτέρων τελῶν διὰ τὴν μεταξὺ αὐτῶν ἀνταλλασσομένην ἀνταπόκρισιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Διατάξεις σχετικαὶ μὲ τὴν Ταχυδρομικὴν Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 7.

1. Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ἀνταπόκρισιν καὶ τὴν διαβατικὴν τοιαύτην, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἀνταλλάσσουν μεταξύ των πληροφορίας ἐπὶ τῶν τροποποιήσεων τῶν σχετικῶν μὲ τοὺς περιορισμοὺς εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων μέσῳ τῶν ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν.

2. Ἅπαντα τὰ εἰς τὴν καταγωγὴν ἐπιστρεφόμενα ἀντικείμενα δέον νὰ φέρουν ἔνδειξιν ἐμφαίνουσαν τὴν αἰτίαν τῆς μὴ ἐπιδόσεως.

Ἄρθρον 8.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ καθορίσουν, διὰ κοινῆς συμφωνίας, τὰ ἀνταλλακτήρια γραφεῖα τὰ ἐξουσιοδοτημένα μὲ τὴν ἀνταλλαγὴν ἀποστολῶν τοῦ ἐπιστολικοῦ ταχυδρομείου καὶ τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων. Ἑκάστη τροποποίησις δέον ὅπως ἀνακοινοῦται ἐκ τῶν προτέρων εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ χαρακτηρίζουν ἀμοιβαίως καὶ ἐγκαίρως τὰς ἀποστολὰς τοῦ ἐπιστολικοῦ ταχυδρομείου καὶ τὰς τοιαύτας τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων καταγωγῆς τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους καὶ προορισμοῦ τρίτης τινος χώρας αἱ ὁποῖαι θὰ διαβιβάζωνται διὰ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Περιπτώσεως τυχούσης, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ γνωστοποιοῦν ἀμοιβαίως τὴν χρησιμοποιητέαν ὁδὸν διαβιβάσεως.

2. Αἱ ἀποστολαὶ καταγωγῆς τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν αἱ ἀπευθυνόμεναι πρὸς τρίτας χώρας θὰ ἀποστέλλωνται ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ, τῆς χρησιμοποιουμένης ὑπ' αὐτοῦ τούτου διὰ τὰς ἰδίας αὐτοῦ ἀποστολάς.

Ἄρθρον 9.

Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ὑπηρεσίαν τὰ ἀνταλλακτήρια γραφεῖα τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦν διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν ἀποστολῶν αὐτῶν, τοὺς ταχυδρομικοὺς σάκκους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 10.

1. Τὰ συστημένα ἀντικείμενα τὰ ἀνταλλασσόμενα μεταξὺ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ διαβιβάζωνται ἐπὶ τῇ βάσει ὁλικῆς ἐγγραφῆς ἐπὶ τῶν φύλλων εἰδοποιήσεως, ἐξαιρέσεως γενομένης διὰ τὰ διαβατικὰ ἀντικείμενα τὰ ἀπερικαλύπτως διαβατικὰ προορισμοῦ τρίτης τινος χώρας τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα καὶ ἐπιστρεφόμενα τὰ ὁποῖα θὰ ἐγγράφωνται ἀναλυτικῶς ἐπὶ τῶν φύλλων εἰδοποιήσεως (ἢ ἐπὶ τῶν εἰδικῶν φύλλων).

2. Ἐν περιπτώσει ἀπωλείας ταχυδρομικοῦ ἀντικειμένου ὁλικῶς ἐγγεγραμμένου ἡ σχετικὴ ἀποζημίωσις θὰ πληρωθῇ ἰσομερῶς ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 11.

1. Τὸ ἀνώτατον ποσὸν τῆς δηλουμένης ἀξίας τῶν ἐπιστολῶν μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας καθορίζεται εἰς 1.000 (χίλια) χρυσᾶ φράγκα.

2. Αἱ μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας ἐπιστολαὶ δὲν δύνανται νὰ περιέχουν ἀντικείμενα ὑποκείμενα εἰς τελωνειακὰ δικαιώματα.

Ἄρθρον 12.

1. Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις γίνονται δεκτὰ συνήθη δέματα, δέματα μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, δυσμετακόμιστα καὶ τοιαῦτα μετ' ἀποδείξεως παραλαβῆς.

Αἱ ἀνακοινώσεις ἐπὶ τοῦ ἀποκόμματος τοῦ δελτίου ἀποστολῆς γίνονται δεκταί.

2. Τὸ ἀνώτατον δεκτὸν βάρος διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα τὰ ἀποστελλόμενα διὰ τῆς ὁδοῦ ἐπιφανείας καὶ ἀεροπορικῆς τοιαύτης, καθορίζεται εἰς 20 χιλιόγραμμα τὸ μέγιστον ποσὸν τῆς δηλώσεως δεδηλωμένης ἀξίας καθορίζεται εἰς 1.000 χρυσᾶ φράγκα διὰ τὰ δέματα τὰ μεταφερόμενα διὰ τῆς ὁδοῦ ἐπιφανείας καὶ ἀεροπορικῆς τοιαύτης.

Ἄρθρον 13.

Τὰ τελικὰ καὶ διαβατικὰ τέλη τὰ ἀποδιδόμενα εἰς τὰ συμβαλλόμενα Μέρη διὰ τὰ μεταξὺ αὐτῶν ἀνταλλασσόμενα ταχυδρομικὰ δέματα καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ τοῦ ἀφορῶντος τὰ ταχυδρομικὰ δέματα.

Ἄρθρον 14.

1. Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τὰ συνήθη δέματα ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς, ὁλικῶς, κατὰ τὴν τάξιν τῶν κλιμάκων βάρους καὶ μὲ τὴν ἔνδειξιν τῆς ὁλικῆς ἐκπτώσεως δι' ἑκάστην κλίμακα βάρους.

2. Τὰ δέματα μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, τὰ δυσμετακόμιστα, τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα, τὰ ἐπιστρεφόμενα, τὰ διαβατικὰ καὶ τὰ ἀπερικαλύπτως διαβιβαζόμενα τοιαῦτα προορισμοῦ τρίτων χωρῶν ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς ἀναλυτικῶς μὲ ὅλας τὰς ἀναγκαίας ἐνδείξεις.

Ἄρθρον 15.

Ἕκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν παραιτεῖται τῆς ἀποζημιώσεως τῶν ἀεροπορικῶν κομίστρων εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς χώρας διὰ τὰ ἀντικείμενα ἀνταποκρίσεως καὶ τὰ δέματα, καταγωγῆς τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς Ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 16.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ καταβάλουν συστηματικὰς προσπαθείας διὰ τὸν ἐκσυγχρονισμὸν τῶν μέσων ἐπικοι-

νωνίας τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦν αἱ δύο Χῶραι καὶ κυρίως διὰ τὴν ταχεῖαν ἐγκατάστασιν συγχρόνου δικτύου τὸ ὁποῖον θὰ ἀντικαταστήσῃ τὴν νῦν ὑφισταμένην ἐναέριον γραμμήν.

Ἄρθρον 17.

Τὰ τελικὰ καὶ διαβατικὰ τέλη τῶν τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Κανονισμῶν τηλεγραφικοῦ καὶ τηλεφωνικοῦ, προσηρτημένων εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ Διατάξεις τῆς C.C.I.T.T.

Ἄρθρον 18.

1. Εἰς τὴν τηλεγραφικὴν ὑπηρεσίαν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν γίνονται δεκταὶ αἱ ὑπηρεσίαι καὶ αἱ κατηγορίαι τῶν τηλεγραφημάτων αἱ ὁποῖαι ἐμφαίνονται εἰς τὸν ἐν ἰσχύϊ τηλεγραφικὸν Κανονισμόν, ἐκτὸς τῶν τηλεγραφημάτων μετ' ἀπαντήσεως πληρωμῆς.

2. Ἡ μυστικὴ γλῶσσα δὲν γίνεται δεκτὴ εἰς τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα.

Ἄρθρον 19.

Εἰς τὴν τηλεφωνικὴν Ὑπηρεσίαν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν γίνονται δεκταὶ αἱ κατηγορίαι τῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων αἱ ὁποῖαι ἐμφαίνονται εἰς τὸν ἐν ἰσχύϊ Τηλεφωνικὸν Κανονισμόν, ἐξαιρέσεως γενομένης διὰ τὰς συνδιαλέξεις τὰς πληρωτέας εἰς τὴν ἄφιξιν.

Ἄρθρον 20.

Ἡ Ὑπηρεσία τηλετυπικῆς ἀνταποκρίσεως μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν θὰ αὐτοματοποιηθῇ ἐξ ὁλοκλήρου εὐθὺς ὡς αἱ τεχνικαὶ προϋποθέσεις εἰς τὰς δύο Χώρας τὸ ἐπιτρέψουν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἐκκαθαρίσεις Λογαριασμῶν.

Ἄρθρον 21.

1. Οἱ ἀμοιβαῖοι λογαριασμοὶ οἱ ἀφορῶντες τὰς ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας καταρτίζονται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς νομισματικῆς μονάδος τοῦ χρυσοῦ φράγκου, τῆς καθοριζομένης εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ Διεθνῆ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ Παγκόσμιον Ταχυδρομικὴν Σύμβασιν.

2. Οἱ λογαριασμοὶ οἱ ἀφορῶντες τὰς ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, οἱ ἐμφαινόμενοι εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, ἐκτὸς τῶν λογαριασμῶν τοῦ διαβατικοῦ ταχυδρομείου καὶ τῶν λογαριασμῶν διεθνῶν ἐνσήμων ἀπαντήσεως, καταρτίζονται ἀνὰ τρίμηνον.

3. Τὸ τελικὸν ὑπόλοιπον τακτοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύϊ Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ἐπιστημονικὴ καὶ Τεχνικὴ Συνεργασία.

Ἄρθρον 22.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζουν τὸ πλεονέκτημα κοινῆς συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τῆς τυποποιήσεως καὶ τῆς ἑνοποιήσεως τῶν ἐξοπλισμῶν καὶ τῶν ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν ὡς καὶ ἐπὶ τῶν μεθόδων ἐκμεταλλεύσεως.

Πρὸς τοῦτο, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνημεροῦνται ἀμοιβαίως ἐπὶ τῶν τεχνικῶν αὐτῶν ἐμπειριῶν καὶ τῶν τοιούτων ἐκμεταλλεύσεως, ὡς καὶ ἐπὶ τῶν θεμάτων ἐπαγγελματικῆς ἐκπαιδεύσεως τοῦ προσωπικοῦ.

2. Τὰ προβλήματα, τὰ ὁποῖα ἤθελον προκύψει ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ ρυθμισθοῦν διὰ κεχωρισμένων συμφωνιῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς κοινῆς ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, συναπτομένων μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 23.

Τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν τυγχάνουν ρυθμίσεως ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀλλὰ εἶναι συναφῆ πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν ταύτης ρυθμίζονται μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς ἀλληλογραφίας.

Ἄρθρον 24.

Διὰ πᾶν ὅ,τι δὲν προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, εἰς τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις, εἶναι ἐφαρμοστέαι αἱ ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 25.

Οἱ εἰδικοὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν κατ' ἔτος συνελεύσεις, μὲ ἀμοιβαίαν ἕδραν διὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῶν πραγματοποιουμένων ὑπηρεσιῶν εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν καὶ διὰ τὴν λῆψιν τῶν ἀναγκαίων μέτρων διὰ τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν διεύρυνσιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 26.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν ἐκ μέρους τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο Χωρῶν καὶ θὰ ἐφαρμόζεται δι' ἀπροσδιόριστον χρονικὸν διάστημα ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς δευτέρας ἐκ τῶν διακοινώσεων διὰ τῶν ὁποίων τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνημερωθοῦν ἀμοιβαίως ὅτι αἱ Κυβερνήσεις των τὴν ἐπεκύρωσαν.

2. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ τὴν καταγγείλῃ δι' ἐγγράφου εἰδοποιήσεως κατατιθεμένης ἓξ μῆνας ἐνωρίτερον. Ἡ καταγγελία δύναται νὰ θίγῃ ἐπίσης διάφορα κεφάλαια ἢ ἄρθρα τῆς Συμφωνίας. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ διὰ τὰ λοιπὰ κεφάλαια ἢ ἄρθρα.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἐπιφυλάσσουν ἑαυτοῖς τὸ δικαίωμα τροποποιήσεως ἢ συμπληρώσεως, διὰ κοινῆς συμφωνίας, τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας ταύτης.

Ἄρθρον 27.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀκυροῖ τὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος διὰ τὰς ταχυδρομικὰς ἐπικοινωνίας καὶ τὰς τηλεπικοινωνίας, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην Ἰουλίου 1964.

Ἄρθρον 28.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑπεγράφη εἰς Ἀθήναις τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973.

Ἐγένετο εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν. Τὰ δύο κείμενα ἔχουν τὴν αὐτὴν αὐθεντικότητα.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.
ΛΑΜΠΡΟΣ ΕΥΤΑΞΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΩΦ

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Συμβάσεως ἄρχεται κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 26 αὐτῆς ὁριζόμενα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Ἰουνίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ
ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ
ΤΑ ΜΕΛΗ
ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΛΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(1)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1974 ὑπογραφέντος 3ου Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξὺ Ἑλλάδος-Γιουγκοαλαυΐας».

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου VII περὶ συστάσεως Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας ὑπογραφείσης ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966 καὶ κυρωθείσης διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθμ. 773/19 Δεκεμβρίου 1970 Νομοθετικοῦ Διατάγματος δημοσιευθέντος εἰς Φ.Ε.Κ. Α' 14/21.1.1971, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1974 ὑπογραφὲν Τρίτον πρόσθετον Πρωτόκολλον τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαυϊκῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὸ κείμενον τοῦ Πρωτοκόλλου ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16ῃ Φεβρουαρίου 1974

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΤΕΤΕΝΕΣ	**ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ**

TROISIEME PROTOCOLE ADDITIONNEL

à l'Accord Commercial à long terme entre la République de Grèce et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Le Comité Mixte prévu à l'article VII de l'Accord Commercial à long terme entre la République de Grèce et la République Socialiste Féderarive de Yougoslavie, signé à Beograd le 28 septembre 1966, s'est réuni à Athènes du 14 au 19 janvier 1974.

Les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

A partir du ler janvier 1974 et jusqu'au 31décembre 1974 les échanges commerciaux entre les deux pays s'effectueront, entre autres, et das le cadre des contingents mentionnés dans les listes ci-après :

A. LISTE DES EXPORTATIONS YOUGOSLAVES

Marchandises	Quantité en tonnes	Valeur en 000$
I. Produits agricoles et d'élévage, dont :		
— Bovins et viande de boeuf	20.000	
— Menu bétail et viande de menu bétail	10.000	
— Bétail d'élévage *		500
— Conserves de viande et charcuterie		250
— Fromage	1.200P.A.	
— Autres produits agricoles		1.000
II. Produits de l'industrie du bois et du papier, dont :		
— Bois et produits de bois		6.500
— Maisons préfabriquées		P.M.
— Produits de l'industrie du papier (y compris papier journal)		500
III. Métaux, machines, véhicules et divers produits industriels, dont :		22.000
— Equipement ; machines pour l'industier, machines-outils.		
— Machines agricoles, tracteurs etc.		
— Transformateurs d'une puissance égale ou inférieure à 1600 KWH, machines génératrices d'une puissance égale ou inférieure à 20 KWH, électromoteurs d'une puissance égale ou inférieure à 500 CV, moteurs diesel et semi-diesel d'une puissance égale ou inférieure à 50 CV **.		
— Matériel de télécommunication.		
— Véhicules : automobiles, autobus, camions, motocyclettes et autres.		
— Matériel électrique : appareils électriques de ménage, microelectromoteurs, câbles et autres .		
— Divers produits et articles en fer, en acier et en autres métaux.		
— Matériel roulant (locomotives, wagons, rails, aiguillages)		P.M.
— Produits sidérurgiques laminés (y compris 10.000 ton. de toles épaisses)		3.000
— Zinc	3.000	
IV. Produits chimiques et pharmaceutiques		2.000
V. Tissus.		
— Tissus decoton		500
— Autres tissus et articles textiles (y compris vêtements et autres accessoires confectionnés de vêtements en tissus et tricotage)		400
— Fibres synthétiqueas, acryliques et artificielles.		2.000
VI. Articles en céramique et en porcelaine articles sanitaires etc.		250
VII. Autres produits industriels		1,500

B. LISTE DES EXPORTATIONS HELLENIQUES

Marchandises.	Quantité en tonnes	Valeur en 000 $
I. Produits agricoles et d'élévage, dont :		
— Coton	8.000	
— Déchets de coton et linters	2.000	
— Peaux brutes de menu bétail		1.600
— Peaux picklées		200
— Agrumes		3.500
— Raisins secs et figues sèches		1.500
— Olives		750
— Huile d'olives		P.M.
— Poissons frais, congelés etc.		P.M.
— Riz	P.M.	
— Boissons alcooliques		200
— Autres produits agricoles		750
II. Minerais.		
— Minerais de chrome	10.000	
— Minerais de manganèse	10.000	
— Caolin	6.000	
— Amiante	1.000	
— Concentrés de minerai de zinc	P.M.	
III. Produits industriels		
a) Produits sidérurgiques laminés et étirés, dont :		
— Tôles de fer, y compris tôles décapées et autres produits en fer, en acier et en fonte	90.000	

* L'importation sera réalisée à condition que le bétail soit accompagné des certificats officiels garantissant la lignée génétique (pedigree).

** L'importation en Grèce des machines mentionnées dans ce poste est soumise à l'autorisation préalable du Ministère de l'Industrie.

a) Tôles en fer blanc	10.000	
b) Aluminium	P.M.	
c) Matériel électrique, appareils électriques de menage, réfrigérateurs, piles sèches, câbles etc.		1.300
d) Divers produits en métaux (lames à raser, coutellerie, appareils pour l'usage domestique, poêles, réchauds à pétrole, articles de robinetterie etc.)		1.500
e) Colophane	P.M.	
f) Ciment et clinker	100.000	
g) Camions légers agricoles		P.M.
h) Pneux et chambres à air		1.000
i) Tubes de polivinilium		250
j) Autres produits en matière plastique		350
k) Matériel d'isolation, plaques, tubes et tuyaux en amiante-ciment		300
l) Textiles (fils de coton et de laine, tissus de coton et de laine, vêtements et autres accessoires confectionnés de vêtements en tissus et tricotage, rideaux, tissus synthétiques et tissus élastiques etc.)		3.300
m) Produits de cuir (chaussures etc.)		500
n) Produits chimiques et pharmaceutiques		1.000
o) Produits de l'industrie alimentaire (jus de fruits naturels et concentrés, etc.)		1.500
p) Polystyrène		P.M.
q) Soufre en poudre	3.500	P.M.
r) Articles en céramique et en porcelaine, articles sanitaires etc.		1.200
s) Produits pétroliers raffinés		P.M.
t) Autres produits industriels, y compris machines agricoles		2.000

Article 2.

Les deux Gouvernements s'engagent à autoriser l'importation et l'exportation des marchandises mentionnées dans les listes ci-haut A et B au cas où une autorisation est nécessaire selon la législation en vigueur dans le pays respectif et au moins jusqu'à la quantité ou la valeur indiquée.

Il reste entendu que les listes ne sont pas limitatives, de sorte que d'autres marchandises peuvent faire l'objet de l'echange réciproque entre les deux pays, ainsi que des quantités ou des valeurs au délà de celles indiquées.

Article 3.

Il est entendu que les marchandises importées dans chacun de deux pays seront destinées à la consommation intérieure du pays importateur, à moins que les autorités compétentes ne s'entendent autrement.

Article 4.

Le présent Protocole, faisant partie intégrante de l'Accord Commercial à long terme du 28 septembre 1966, entré en vigueur le 16 décember 1971, sera appliqué provisoirement, avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1974 et entrera en vigueur après son approbation par les Gouvernements respectifs.

Fait à ATHENES le 19 janvier 1974 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce

ATH. ANDREOPOULOS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

ALEKSANDAR DRIJACA

ΤΡΙΤΟΝ ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

τῆς μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ τοῦ ἄρθρου VII τῆς μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ὑπογραφείσης εἰς Βελιγράδιον τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966, συνῆλθεν εἰς Ἀθήνας ἀπὸ 14ης ἕως 19ης Ἰανουαρίου 1974.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν ὅ,τι ἕπεται :

Ἄρθρον 1.

Ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 καὶ ἕως 31ης Δεκεμβρίου 1974 αἱ ἐμπορικαὶ ἀνταλλαγαὶ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν θὰ διενεργηθοῦν, μεταξὺ ἄλλων, καὶ ἐντὸς τῶν κατωτέρω ἐκτιθεμένων πλαισίων :

Α. ΠΙΝΑΞ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΚΩΝ ΕΞΑΓΩΓΩΝ

ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ	Ποσότης εἰς τόνν.	Ἀξία εἰς χιλιάδας $
I. Γεωργικὰ καὶ κτηνοτροφικὰ προϊόντα. ἐξ ὧν :		
— Βοοειδῆ καὶ βόειον κρέας	20.000	
— Μικρὰ ζῶα (ἀμνοερίφια, χοῖροι κλ.π.) καὶ κρέας μικρῶν ζώων	10.000	
— Ζῶα κτηνοτροφικῆς ἐκμεταλλεύσεως (σημ.: ἡ εἰσαγωγὴ θὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὰ ζῶα θὰ συνοδεύονται ὑπὸ πιστοποιητικῶν ἐπισήμων ἀρχῶν βεβαιουσῶν τὴν γεννεαλογικὴν γραμμήν.		
— Κονσέρβαι κρέατος καὶ εἴδη ἀλλαντοποιΐας		250
— Τυρὸς	1.200	P.A.
— Λοιπὰ γεωργικὰ προϊόντα		1.000
II. Προϊόντα βιομηχανίας ξύλου καὶ χάρτου, ἐξ ὧν :		
— Ξυλεία καὶ δασικὰ προϊόντα		6.500
— Προπαρασκευασμέναι οἰκίαι		P.M.
— Προϊόντα χαρτοβιομηχανίας (συμπεριλαμβανομένου καὶ δημοσιογραφικοῦ χάρτου)		500
III. Μέταλλα, μηχαναί, ὀχήματα καὶ διάφορα βιομηχανικὰ προϊόντα, ἐξ ὧν :		22.000
— Ἐξοπλισμός, μηχαναὶ βιομηχανίας, ἐργαλειομηχαναί.		
— Γεωργικαὶ μηχαναί , ἑλκυστῆρες κλ.π.		
— Μετασχηματισταὶ ἰσχύος ἕως 1600 KWH, γενήτριαι ἰσχύος ἕως 20 KWH, ντιζελομηχαναὶ καὶ ἡμι-ντιζελομηχαναὶ ἰσχύος ἕως 50 CV. (Σημ.: Ἡ εἰς τὴν Ἑλλάδα εἰσαγωγὴ τῶν μηχανῶν τούτων ὑπόκειται εἰς τὴν προτέραν ἄδειαν τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας).		
— Ὑλικὸν τηλεπικοινωνιῶν.		
— Ὀχήματα : αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα, φορτηγά, μοτοσυκλέτται κ.ἄ.		
— Ἠλεκτρικὰ εἴδη : οἰκιακαὶ ἠλεκτρικαὶ μηχαναί, μικροηλεκτροκινητῆρες, καλώδια κ.ἄ.		
— Διάφορα προϊόντα καὶ εἴδη ἐκ σιδήρου, χάλυβος καὶ ἄλλων μετάλλων.		
— Τροχαῖον ὑλικὸν (σιδηροδρομικαὶ μηχαναί, βαγόνια, γραμμαὶ σιδηροδρομικαί, σιδηροδρομικαὶ κλεῖδες)		P.M.

— Προϊόντα σιδηρουργίας εἰς ἐλάσματα (συμπεριλαμβανομένων 10.000 τόννων παχειῶν λαμαρινῶν)		3.000
— Ψευδάργυρος	3.000	
IV. Χημικὰ καὶ φαρμακευτικὰ προϊόντα		2.000
V. Ὑφάσματα.		
— Βαμβακερὰ ὑφάσματα.		500
— Λοιπὰ ὑφάσματα καὶ εἴδη ὑφαντουργίας (συμπεριλαμβανομένων ἐνδυμάτων καὶ λοιπῶν ἑτοίμων εἰδῶν ρουχισμοῦ ὑφασματίνων ἢ πλεκτῶν)		400
— Συνθετικαὶ ἴναι, ἀκρυλικαὶ καὶ τεχνηταὶ		2.000
VI. Εἴδη κεραμικῆς καὶ πορσελάνης, εἴδη ὑγιεινῆς κλ.π.		250
VII. Λοιπὰ βιομηχανικὰ προϊόντα		1.500

Β. ΠΙΝΑΞ ΕΛΛΗΝΙΚΩΝ ΕΞΑΓΩΓΩΝ

ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ :	Ποσότης εἰς τόνν.	Ἀξία εἰς χιλιάδας $
I. Γεωργικὰ καὶ κτηνοτροφικὰ προϊόντα ἐξ ὧν :		
— Βάμβαξ	8.000	
— Ἀπορρίμματα βάμβακος καὶ χνοῦς βάμβακος	2.000	
— Ἀκατέργαστα δέρματα μικρῶν ζώων (ἀμνοεριφίων κλ.π.).		1.600
— Κατειργασμένα δέρματα		200
— Ξυνὰ		3.500
— Σταφίδες καὶ ξηρὰ σῦκα		1.500
— Ἐλαῖαι		750
— Ἐλαιόλαδον		P.M.
— Νωποὶ ἰχθύες, κατεψυγμένοι ἰχθύες κλ.π.		P.M.
— Ὄρυζα	P.M.	
— Οἰνοπνευματώδη ποτὰ		200
— Λοιπὰ γεωργικὰ προϊόντα		750
II. Μεταλλεύματα :		
— Μετάλλευμα χρωμίου	10.000	
— Μετάλλευμα μαγγανίου	10.000	
— Καολίνη	6.000	
— Ἀμίαντος	1.000	
Ἐμπλουτίσματα μεταλλεύματος ψευδαργύρου	P.M.	
III. Βιομηχανικὰ Προϊόντα :		
α) Προϊόντα σιδηρουργίας εἰς ἐλάσματα καὶ ἐξηλασμένα, ἐξ ὧν :		
— Λαμαρίναι ἐκ σιδήρου, συμπεριλαμβανομένων ὁμαλυνθέντων λαμαρινῶν καὶ λοιπῶν σιδηρῶν προϊόντων, χαλυβδίνων καὶ χυτοσιδηρῶν τοιούτων	90.000	
— Λαμαρίναι ἐκ λευκοσιδήρου	10.000	
β) Ἀλουμίνιον	P.M.	
γ) Ἠλεκτρικὰ εἴδη : οἰκιακαὶ ἠλεκτρικαὶ συσκευαί, ψυγεῖα, ξηραὶ στῆλαι, καλώδια κλ.π.		1.300
δ) Διάφορα προϊόντα ἐκ μετάλλου (λεπίδες ξυρίσματος, μαχαιροπήρουνα, συσκευαὶ οἰκιακῆς χρήσεως, θερμάστραι (ξυλάνθρακος κλ.π.), θερμάστραι πετρελαίου, εἴδη ἐκ χυτοῦ ὀρειχάλκου κλ.π.)		1.500
ε) Κολοφώνιον	P.M.	
στ) Τσιμέντον καὶ τέφρα	100.000	
ζ) Ἐλαφρὰ γεωργικὰ φορτηγὰ		P.M.
η) Ἐλαστικὰ καὶ ἀεροθάλαμοι		1.000
θ) Σωλῆνες ἐκ πολυβινιλίου		250
ι) Λοιπὰ προϊόντα ἐκ πλαστικοῦ		350
ια) Μονωτικὰ ὑλικά, πλάκες, σωλῆνες καὶ ἀγωγοὶ ἐξ ἀμιαντοτσιμέντου		300
ιβ) Ὑφαντικαὶ ὕλαι (νήματα βάμβακος καὶ ἐρίου, ὑφάσματα βάμβακος καὶ ἐρίου, ἐνδύματα καὶ λοιπὰ ἕτοιμα εἴδη ρουχισμοῦ ὑφασμάτινα καὶ πλεκτά, κουρτίναι, συνθετικὰ ὑφάσματα καὶ ὑφάσματα ἐξ ἐλαστικοῦ, κλ.π.)		3.300
ιγ) Προϊόντα δέρματος (ὑποδήματα κλ.π.)		500
ιδ) Χημικὰ καὶ φαρμακευτικὰ προϊόντα		1.000
ιε) Προϊόντα βιομηχανίας τροφίμων (χυμοὶ φρούτων, φυσικοὶ καὶ συμπεπυκνωμένοι, κλ.π.)		1.500
ιστ) Πολυστυρόλιον		P.M.
ιζ) Θεῖον εἰς κόνιν	3.500	P.A.
ιη) Εἴδη κεραμικῆς καὶ πορσελάνης, εἴδη ὑγιεινῆς κλ.π.)		1.200
ιθ) Προϊόντα διϋλισμένου πετρελαίου		P.M.
κ) Λοιπὰ βιομηχανικὰ προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων γεωργικῶν μηχανῶν		2.000

Ἄρθρον 2.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τῶν εἰς τοὺς ἀνωτέρω πίνακας Α καὶ Β ἀναφερομένων ἐμπορευμάτων, ὁσάκις ἀπαιτεῖται τοιαύτη ἄδεια κατὰ τὴν κειμένην νομοθεσίαν τῆς ἀντιστοίχου χώρας, καὶ ἕως τῆς ἀναγραφομένης ποσότητος ἢ ἀξίας, κατ' ἐλάχιστον ὅριον.

Συμφωνεῖται ὅτι οἱ πίνακες δὲν εἶναι περιοριστικοί, εἰς τρόπον ὥστε δύνανται νὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον ἀμοιβαίας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ἀνταλλαγῆς καὶ ἕτερα ἐμπορεύματα, ὡς καὶ ποσότητες ἢ ἀξίας πέραν τῶν ἀνωτέρω ἀναγραφομένων.

Ἄρθρον 3.

Συμφωνεῖται ὅτι τὰ εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν εἰσαγόμενα προϊόντα προορίζονται διὰ τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν τῆς εἰσαγούσης χώρας, ἐκτὸς ἄλλης συμφωνίας τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1966, τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 16ην Δεκεμβρίου 1971, θὰ ἐφαρμοσθῇ προσωρινῶς, μὲ ἀναδρομικὴν ἰσχὺν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974, θὰ τεθῇ δὲ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἔγκρισιν του ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τῇ 19ῃ Ἰανουαρίου 1974, εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς
Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΑΝΔΡΕΟΠΟΥΛΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς
Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας
ALEKSANDAR DRLJACA

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ